

Informations Rapides

■ Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques – 3^e trimestre 2017

**À la fin du troisième trimestre 2017,
la dette publique s'établit à 98,1 % du PIB**

Avertissements : La dette trimestrielle étant fondée sur des sources comptables moins complètes que les comptes annuels, son profil demeure révisable pendant plusieurs trimestres.

La variation de la dette sur une période n'est pas identique au déficit public. Pour passer de la variation de la dette brute au sens de Maastricht au déficit, il faut tenir compte de la variation des actifs financiers et des passifs exclus du périmètre de la dette de Maastricht ainsi que du mode de valorisation de la dette nominale. En outre, le déficit public trimestriel publié par l'Insee est corrigé des variations saisonnières et de l'effet des jours ouvrables, ce qui n'est pas le cas de la dette trimestrielle.

La dette publique diminue de 5,5 Md€ par rapport au trimestre précédent

À la fin du troisième trimestre 2017, la dette publique de Maastricht s'établit à 2 226,1 Md€, en baisse de 5,5 Md€ par rapport au trimestre précédent. Exprimée en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), elle diminue de 1,0 point par rapport au deuxième trimestre 2017, à 98,1 %. La dette publique nette diminue plus modérément (-1,5 Md€).

Les dettes des administrations de sécurité sociale et des administrations publiques locales diminuent

Au troisième trimestre 2017, la contribution des administrations de sécurité sociale (Asso) à la dette diminue fortement (-8,8 Md€). L'Acoss se désendette (-5,6 Md€) en remboursant notamment des Euro Commercial Papers (ECP) pour 4,7 Md€. La Cades (-3,4 Md€) et la Cnaf (-0,7 Md€) se désendettent dans une moindre mesure. Au contraire, l'Unedic s'endette à hauteur de 0,7 Md€ et les hôpitaux publics à hauteur de 0,1 Md€.

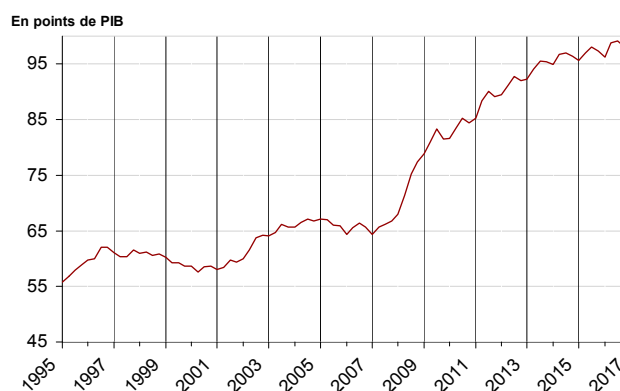
La contribution des administrations publiques locales (Apu) à la dette diminue également (-1,5 Md€). Les régions se désendettent de 0,7 Md€ et les départements de 0,6 Md€.

La dette de l'État augmente et celle des organismes divers d'administration centrale est stable

Au troisième trimestre 2017, la contribution de l'État à la dette croît de 4,8 Md€. Cette hausse provient pour l'essentiel de la dette négociable à long terme (+9,7 Md€) et dans une moindre mesure des dépôts des correspondants au Trésor (+1,5 Md€). La dette négociable à court terme diminue (-6,4 Md€) et les crédits au passif de l'État sont stables.

Enfin, la contribution des organismes divers d'administration centrale (Odac) à la dette est stable.

Dette au sens de Maastricht des administrations publiques en points de PIB (*)



La dette de Maastricht des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur et par instrument

(en milliards d'euros)

	2016T3	2016T4	2017T1	2017T2	2017T3
Ensemble des adm. publiques	2161,0	2147,4	2209,7	2231,7	2226,1
en points de PIB (*)	97,4%	96,3%	98,8%	99,1%	98,1%
dont, par sous-secteur, consolidée (*) :					
État	1722,2	1709,9	1759,4	1790,4	1795,2
Organismes divers d'adm. centrale	17,2	12,7	11,7	11,5	11,4
Administrations publiques locales	193,1	199,6	198,4	197,5	196,0
Administrations de sécurité sociale	228,5	225,2	240,2	232,4	223,5
dont, par instrument :					
Dépôts	38,1	36,5	32,8	37,0	38,4
Titres négociables	1836,6	1817,3	1887,7	1909,1	1904,4
court terme	180,3	168,0	195,8	198,3	185,2
long terme	1656,3	1649,3	1691,8	1710,8	1719,2
Crédits	286,3	293,6	289,2	285,6	283,3
court terme	12,6	13,3	12,2	10,3	9,1
long terme	273,8	280,3	277,0	275,3	274,2

(*) voir précisions dans l'encadré « Pour en savoir plus »

Source : Comptes nationaux base 2010 - Insee, DGFIP, Banque de France

Au troisième trimestre 2017, la dette publique nette diminue de 1,5 Md€

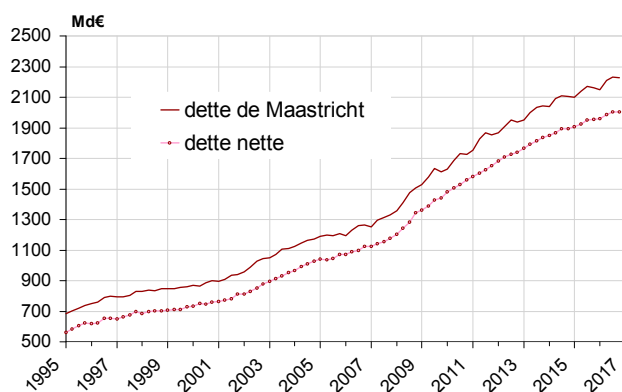
À la fin du troisième trimestre 2017, la dette nette des administrations publiques s'élève à 2002,6 Md€, soit 88,2 % du PIB (contre 89,0 % au trimestre précédent), en baisse de 1,5 Md€. L'écart de 4,0 Md€ avec la variation de la dette brute traduit notamment la diminution de la trésorerie de l'État (-6,3 Md€) tandis que celle des Asso augmente de 5,2 Md€. Enfin, l'État a converti en capital 2,0 Md€ de prêts accordés à Areva SA début 2017.

La dette nette des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur

(en milliards d'euros)

	2016T3	2016T4	2017T1	2017T2	2017T3
Ensemble des adm. publiques	1953,7	1958,5	1983,9	2004,1	2002,6
dont :					
État	1601,8	1608,3	1625,1	1650,0	1663,6
Organismes divers d'adm. centrale	3,0	-1,5	-1,8	-1,4	-1,5
Administrations publiques locales	180,8	187,4	186,1	185,1	183,7
Administrations de sécurité sociale	168,1	164,2	174,5	170,3	156,7

Dette au sens de Maastricht et dette nette



La valeur globale des détentions en actions cotées et en titres d'OPC croît de nouveau

Au troisième trimestre 2017, la valeur totale des actions cotées et des titres d'organismes de placement collectif (OPC) détenus par les administrations publiques (Apu) augmente de 5,5 Md€ pour atteindre 238,3 Md€.

Dans le cadre de la restructuration d'Areva, l'État a acquis pour 2,5 Md€ d'actions émises par Areva NewCo. Il a également vendu pour 0,2 Md€ d'actions Engie. Par ailleurs, la hausse des cours de la Bourse, en particulier pour EDF et Aéroports de Paris, entraîne un gain de valorisation des actions cotées détenues par l'État de 0,4 Md€.

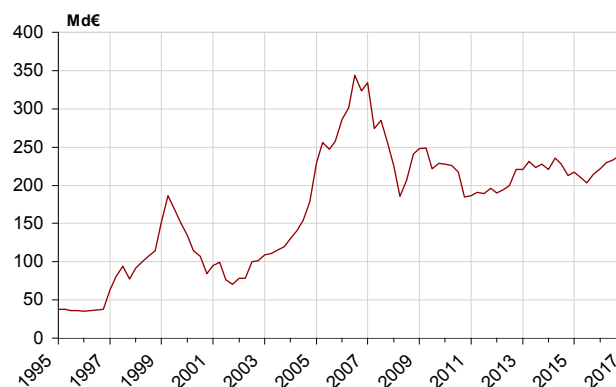
Les détentions de titres d'OPC augmentent de 2,4 Md€, notamment du fait des acquisitions du Fonds de réserve pour les retraites (FRR ; +0,7 Md€) et du régime social des indépendants (RSI ; +0,6 Md€). Enfin, la valeur de divers titres d'OPC augmente de 1,0 Md€.

Les actions cotées et les OPC détenues par les administrations publiques

(en milliards d'euros)

	2016T3	2016T4	2017T1	2017T2	2017T3
Ensemble des adm. publiques	214,6	221,5	229,5	232,8	238,3
dont :					
État	57,5	55,4	55,0	59,9	62,9
Organismes divers d'adm. centrale	29,3	32,1	33,1	33,3	33,8
Administrations publiques locales	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Administrations de sécurité sociale	127,7	133,8	141,3	139,4	141,5

Actions cotées et titres d'OPC détenus par les APU



Pour en savoir plus

- Au dernier trimestre, le PIB utilisé pour exprimer la dette en point de PIB est le **PIB annuel en données brutes**. Cette mesure n'a pas de strict équivalent en cours d'année ; elle est approximée par le cumul du **PIB trimestriel en données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables** (CVS-CJO) sur les quatre derniers trimestres connus.

- Les données par sous-secteur institutionnel des administrations publiques qui figurent dans ce numéro d'*Informations Rapides* sont consolidées : sont exclus les passifs détenus par le même sous-secteur ainsi que ceux détenus par les autres sous-secteurs des administrations.

- Des données complémentaires (séries longues, pages internet associées, etc.) sont disponibles sur la page web de cet indicateur : <http://www.insee.fr/fr/statistiques?debut=0&theme=30&conjoncture=63>
- La note méthodologique sur la dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques est disponible sur : http://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Dette_m.pdf
- Retrouvez les séries longues dans la BDM : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/series/102770522>
- Suivez-nous aussi sur Twitter @InseeFr : <https://twitter.com/InseeFr>
- Contact presse : bureau-de-presse@insee.fr

Prochaine publication : le 26 mars 2018 à 8h45